



FORMULAIRE 4.5



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT DE FIN DU PROJET

PAYS: République Démocratique du Congo
PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1 mars 2012 - 30 avril 2015

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Renforcement des Capacités des Structures de coordination et de planification stratégique du STAREC/ISSSS
Numéro du Programme (*le cas échéant*) PBF-COD-E8
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):¹ 00081724

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: PNUD

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)
1,405,249

Contribution gouvernementale (*le cas échéant*)
N/A

Autres contributions (donateurs) (*le cas échéant*)
300,000 (USAID), 289,393 (SIDA)

TOTAL: 1,994,642

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 36 mois

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 01/03/2012

Date de fin prévue à l'origine³ 31/12/2013
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle⁴
(*jour/mois/année*) 30/04/2015

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Rapport soumis par

Nom: Gaelle Cornuz
Titre: Coordination Officer,

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

UAS/MONUSCO

Organisation participante (principale):

MONUSCO

Courriel: cornuz@un.org

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

<i>Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.</i>
<i>Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.</i>

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: en décalage

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: Les priorités et les préoccupations relatives à la stabilisation sont traitées au niveau le plus élevé, et les blocages sont levés dès leur apparition

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en décalage

<p>Indicateur 1: Des recommandations adéquates sont faites pour chaque problématique, d'ordre programmatique, stratégique et opérationnel, qui est soulevée</p>	<p>Niveau de référence: Cible: 10 mesures recommandées dans le Plan d'action de la stabilisation sont mise en œuvre par le Gouvernement chaque semestre État d'avancement:N/A (voir inaction des structures nationales, indicateur 2. Toutefois, il faut signaler qu'à la fin de la période, le GdRDC et la communauté internationale se sont engagés dans une voie commune à travers la validation des Stratégies Provinciales de Stabilisation)</p>
<p>Indicateur 2: Nombre de comités de pilotage/suivi du STAREC/ISSSS et de mécanismes de coordination thématique</p>	<p>Niveau de référence: Cible: Six réunions des comités de pilotage/suivi par an et des mécanismes de coordination thématique pour chaque composante État d'avancement:Concernant les comités de pilotage/suivi, une seule réunion du Comité de suivi a été tenue durant la période de mise en œuvre, le 8 avril 2015 (5.5%). Les commissions thématiques au niveau national n'ont jamais été opérationnalisées.</p>
<p>Indicateur 3: Nombre de missions communes d'évaluation</p>	<p>Niveau de référence: Cible: deux par an État d'avancement: 100%</p>

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Tenue de 1 réunion du Comité de Suivi ;
Révision stratégique de l'ISSSS à travers l'organisation de consultations, y compris la tenue de 1 atelier méthodologie et définition de la stabilisation (juillet 2012) ; 4 atelier thématiques (Dialogue démocratique : Goma, sept. 2012 ; RSA : Kinshasa, sept. 2012 ; RRR : Bukavu, avril 2013 ; et Lutte contre les VS : Bukavu, mai 2013) ; et 1 atelier suivi et évaluation (Kinshasa, juin 2013). L'ISSSS révisée a été adressée au Président en déc. 2013 ;
Opérationnalisation de l'ISSSS révisée et développement de stratégies et plans d'action conjoints STAREC/ISSSS (SPS et PAPS) à travers un atelier d'identification des zones de conflit (juin 2014), consultations et 3 atelier provinciaux (jan. et fév. 2015), et 1 national (mars 2015), conclue par la validation des SPS et PAPS ;
Participation au Groupe de travail sur la stabilisation du GCP et puis au Forum des bailleurs de la stabilisation, ainsi qu'au Groupe technique DDR et stabilisation DESS.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

La réalisation du résultat est en décalage avec les cibles fixées.

L'engagement politique limité de haut niveau, aussi bien au niveau gouvernemental que du côté de la MONUSCO – dont l'inaction des mécanismes est le symptôme évident – a contribué à motiver la révision de l'ISSSS, ainsi qu'un travail d'opérationnalisation conjoint avec le Gouvernement. Ce travail a mené à la tenue de la seule réunion du Comité de suivi de la période, le 8 avril 2015, et à la validation des Stratégies provinciales et Plan d'action de stabilisation (SPS et PAPS). Les SPS et PAPS présentent des priorités communes et constituent une nouvelle base de travail commun entre le Gouvernement et ses partenaires internationaux.

L'UAS/MONUSCO a continué à contribuer au développement de nouvelles approches en matière de stabilisation et de produire des conseils spécifiques sur des sujets spécifiques, tels que le DDR III, les liens avec le PSCF, les liens avec les Ilots de Stabilité, etc., à destination de la mission et des agences, ainsi que des coordinations du STAREC.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Au niveau du Gouvernement, la stabilisation reste une thématique avec laquelle il se sent inconfortable, poussant les partenaires vers une "normalisation" de la situation et la mise en œuvre de programmes de développement. Au niveau de la MONUSCO et malgré la demande de révision de l'ISSSS du Conseil de Sécurité, la révision stratégique de l'ISSSS s'est vue relayée au second plan par les événements (prise de Goma par le M23 en novembre 2012 et

la Résolution 2098). L'UAS/MONUSCO, isolée à Goma et avec des ressources très limitées, n'a pas alors réussi à imposer l'ISSSS révisée dans ce contexte. Alors que ce risque avait été identifié, il avait certainement été sous-estimé.

Afin de contourner cette problématique, l'UAS s'est concentrée sur la révision de l'ISSSS avec pour objectif d'aboutir à une compréhension et une vision communes de tous les partenaires en matière de stabilisation. Au lieu de la tenue des réunions formelles des mécanismes de coordination, l'UAS a favorisé des réunions à un niveau plus technique et le travail au niveau provincial. Cette stratégie a payé puisque depuis le 8 avril 2015, et après plus de 5 ans de mise en œuvre de l'ISSSS et du STAREC, les partenaires de stabilisation – gouvernement et communautés internationale, disposent de stratégies provinciales communes. L'UAS a d'autre part travaillé en étroite collaboration avec les bailleurs et la communauté diplomatique qui ont apporté, et continuent d'apporter, un soutien politique important pour la st

Description du résultat 2: les interventions de stabilisation sont bien coordonnées et convenablement supervisées

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en décalage

<p>Indicateur 1: Les Comités techniques provinciaux conjoints et Sous-commissions du STAREC sont administrés convenablement et se réunissent conformément à un calendrier établi.</p>	<p>Niveau de référence: Cible: deux CTC par mois État d'avancement: en décalage (du à la révision de l'ISSSS et au développement des SPS et PAPS, et à la diminution importante du nombre de projets à suivre)</p>
<p>Indicateur 2: L'UAS aide les agences et les sections thématiques de la Mission à appuyer convenablement le programme STAREC / ISSSS</p>	<p>Niveau de référence: Cible: un Groupe de travail sur la Stabilisation chaque mois État d'avancement: en décalage (du à la révision de l'ISSSS. La MONUSCO a toutefois mise en place une Stabilization Task Force qui se rencontre régulièrement)</p>
<p>Indicateur 3: Les calendriers de suivi et évaluation communs dans les provinces sont établis et maintenus pendant toute la durée de la stratégie du STAREC</p>	<p>Niveau de référence: Cible: une mission interinstitutionnelle chaque mois sur les axes prioritaires, dirigée par les coordinateurs provinciaux du STAREC et de l'UAS État d'avancement: en décalage (du à la révision de l'ISSSS)</p>

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Les CTC se sont réunis de manière ad-hoc et irrégulière durant la période couverte par ce rapport. Au cours de l'année 2014 et 2015, on note des réunions plus régulières (adoption de

la Feuille de route pour les SPS et PAPS, restitution de l'atelier sur les zones prioritaires, identification et la validation des projets IRF financés par le Peacebuilding Fund, validation des SPS et PAPS). Concernant la coordination des partenaires internationaux, au niveau national/régional, le groupe de travail de stabilisation n'a vu que peu de réunions et au niveau provincial les IMPT-P se sont réunis régulièrement au cours de 2013, puis de manière plus ad-hoc. Etant donné que la majorité des projets ont pris fin en décembre 2012, le calendrier de S&E n'a pas été respecté et il n'y a pas eu de mission mensuelle comme prévu.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

De manière générale, la coordination des activités de stabilisation aurait pu être plus effective. Alors qu'un grand nombre de projets financés de manière directe en bilatéral a pu être répertorié par l'UAS, la capacité de l'UAS a assurer un suivi rapproché et de terrain, et de rendre compte de l'impact de tous ces projets n'a pas été possible du fait que chaque projet/agent de mise en œuvre rapportait à son bailleur sans passer par l'UAS, de la capacité limitée de l'unité et de sa focalisation sur la révision stratégique, et de l'inadéquation des mécanismes de coordination (le IMPT-P n'incluaient pas les ONG par exemple) et le fonctionnement inadéquat des mécanismes de coordination. Ceci a résulté dans l'incapacité du STAREC et de l'UAS de démontrer au delà du niveau des produits de tous ces projets et donc de l'impact de ceux-ci. Le développement de nouveaux projets, y inclut les deux IRF, permet de mettre l'accent sur ces aspects de suivi et évaluation et la mise en place, en cours, d'une unité de S&E indépendante y contribuera également.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Les CTC et le Suivi et Evaluation sont liés à l'existence des projets. Or plus aucun projet n'a été validé ou financé au cours de 2013, puisque la stratégie était en cours de révision. Les nouveaux projets validés en 2014 ont permis de relancer une coordination et le suivi et évaluation avec la tenue de missions conjointes dans le cadre de l'IRF Kalehe, et la privation de la SSU aux réunions de coordination du projet IRF Mambasa à Bunia.

La coordination est intimement dépendante de la capacité de l'UAS en termes de ressources humaines. L'UAS n'a pas de poste MONUSCO en Province Orientale, et les quatre postes Nord-Kivu et Sud-Kivu ont connu une rotation importante et des périodes de vacance.

Ces risques n'avaient pas été anticipés.

L'UAS a essayé de pallier au mieux à ces problématiques, mais a jugé bon de mettre l'accent sur la révision stratégique de l'ISSSS et l'élaboration des SPS et PAPS afin de permettre un nouveau départ sur des bases plus saines.

Description du résultat 3: Un appui programmatique, notamment dans l'élaboration et l'examen des propositions de projets à financer est fourni à tous les partenaires du STAREC et de l'ISSSS

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

<p>Indicateur 1:</p> <p>Formulation des recommandations relatives aux programmes, sur la base des priorités nationales et provinciales qui ont été approuvées</p>	<p>Niveau de référence:</p> <p>Cible: les recommandations relatives aux programmes de l'ISSSS sont approuvées par le Comité directeur</p> <p>État d'avancement: la révision de l'ISSSS est achevée et les SPS et PAPS sont validés par le Gouvernement et la communauté internationale</p>
<p>Indicateur 2:</p> <p>Nombre de réunions des Comités de revue technique</p>	<p>Niveau de référence:</p> <p>Cible: six réunions des Comités de revue technique par an</p> <p>État d'avancement: N/A (la période de révision stratégique, les remaniements gouvernementaux n'ont pas été propices à l'organisation des réunions des Comités de revue technique)</p>
<p>Indicateur 3:</p> <p>Nombre de réunions du Conseil d'Administration</p>	<p>Niveau de référence:</p> <p>Cible: le Conseil d'Administration se réunit six fois par an</p> <p>État d'avancement: N/A (la période de révision stratégique, les remaniements gouvernementaux n'ont pas été propices à l'organisation des réunions du Conseil d'administration)</p>

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

La période de révision stratégique (2012-2013) et d'opérationnalisation de l'ISSSS révisée (2014-8 avril 2015), ainsi que les changements de gouvernements, n'ont pas été propice à la tenue des réunions des Comités de revue technique et Conseil d'administration. Alors que l'UAS, en collaboration avec le STAREC, a revu certaines propositions de projets, ce processus a été mené de manière ad-hoc, dépendant de la volonté des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux agissant en dehors du Fonds fiduciaire SRFF, de leurs partenaires, et des capacités limitées de l'UAS durant toute la période. Toutefois, dans le cas de la dernière allocation du SRFF pour la Lutte contre les Violences sexuelles (pour laquelle le Secrétariat était l'Unité Violences sexuelles en Conflit de la MONUSCO), et plus encore dans celui des deux projets IRF approuvés par le PBSO en décembre 2014, les projets ont été développés par les partenaires de mise en œuvre avec un soutien important de l'UAS et du STAREC. L'UA

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Le résultat est en décalage. Malgré le manque de produits, il est toutefois important de souligner que l’UAS a mené durant la période la révision stratégique de l’ISSSS et une opérationnalisation commune avec le gouvernement de la RDC et les partenaires, avec pour objectifs de disposer d’une stratégie et d’un plan commun, sur la base desquels il est a présent possible de donner des conseils en termes de programmation beaucoup plus spécifiques et ciblés. Cette révision inclue aussi une révision des mécanismes de coordination et de sélection des projets.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d’ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d’un retard de mise en œuvre ou d’éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d’ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Après une période d’intense production de fiches de projet au sein des structures de coordination en 2011, les bailleurs de fonds, puis le Conseil de Sécurité des Nations Unies, ont demandé à l’UAS de revoir l’approche stratégique de l’ISSSS, estimant que les projets présentés manquaient de cohérence et étaient basés sur une stratégie qui avaient montré ses limites. L’UAS a ainsi concentré ses efforts sur la révision stratégique de l’ISSSS et une opérationnalisation commune avec le gouvernement de la RDC et les partenaires. La focalisation des ressources limitées de l’UAS sur cette révision plutôt que sur le soutien au fonctionnement des mécanismes et l’appui-conseil en programmation.

Ces risques n’avaient pas été anticipés.

L’UAS a essayé de répondre aux demandes ad-hoc des bailleurs bilatéraux et multilatéraux agissant en dehors du Fonds fiduciaire SRFF, a appuyé la troisième allocation SRFF et assurer le suivi des projets PRF et le développement des IRF, tout en travaillant sur la révision stratégique.

Description du résultat 4: les principaux homologues gouvernementaux bénéficient d’un appui conseil ciblés de développement professionnel

Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat: en decalage

<p>Indicateur 1: Le personnel du STAREC est formé dans plusieurs domaines</p>	<p>Niveau de référence: Cible: six séances et ateliers de formation sont organisés et ont lieu État d’avancement: Résultat atteint en 2012</p>
<p>Indicateur 2: Le STAREC est en mesure d’établir ses propres stratégies et objectifs</p>	<p>Niveau de référence: Cible: élaboration d’un plan de travail annuel État d’avancement: Plan de travail élaboré, couvrant fin 2014 et 2015</p>
<p>Indicateur 3: Capacité à conceptualiser et à formuler des projets, des programmes, des stratégies et des politiques et à les exécuter sur cette base</p>	<p>Niveau de référence: Cible: examen, par l’équipe d’experts du STAREC, de tous les projets provinciaux proposés État d’avancement: STAREC a contribué à l’élaboration des projets IRF en 2014,</p>

	assuré un suivi de la troisième allocation SRFF, et répondu aux demandes ad-hoc des bailleurs
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Le renforcement des capacités a eu lieu sur l'année 2012, en début de projet. Aucune formation n'a été réalisée les années suivantes, mais l'UAS a travaillé main dans la main avec le STAREC, en particulier dans la phase d'opérationnalisation de l'ISSSS révisée.

Un plan de travail couvrant fin 2014 et 2015 a été élaboré en 2014.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Alors que de nombreux besoins en renforcement des capacités persistent, les formations réalisées en 2012 et le travail conjoint produit par l'UAS et le STAREC dans le cadre de la révision de l'ISSSS et de son opérationnalisation, ont permis de renforcer la capacité du STAREC en planification et de contribuer à la bonne compréhension et appropriation de l'ISSSS par le STAREC. Cette collaboration a aussi été reflétée dans l'opérationnalisation de stratégie à travers la mise en place de comité de suivi / groupe de travail pour l'élaboration des stratégies provinciales et des plans d'action.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Le manque de personnel au niveau de l'UAS n'a pas facilité l'appui et le renforcement des capacités du STAREC, mais le renforcement en fin 2014 ainsi que sur 2015 des bureaux provinciaux de l'UAS permettra de renforcer cet appui au STAREC et de développer les compétences et expertise en matière de stabilisation et programmation.

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>Les rapports des équipes STAREC et UAS sur la tenue des divers comités (CdS, CTC, sous-commissions, GCP, DESS, STF, SDF) ; les rapports de missions de terrain ; les rapports des ateliers conjoint STAREC/UAS dans le cadre de la révision stratégique et de son opérationnalisation ; l'ISSSS révisée et les Stratégies et Plans d'Action provinciaux et les documents produits dans ce cadre (analyses de diagnostic) ; les différentes</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	notes au dossier produites par l'UAS. Le rapport a été élaboré par l'UAS et le PNUD, sur la base notamment des conclusions des retraites UAS et STAREC.
<u>Financement des déficits budgétaires</u> : Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)	Oui, aucun autre financement n'a été envisagé pour renforcer le STAREC et la Coordination, le financement de PBF a permis d'appuyer les équipes STAREC et d'améliorer la coordination des activités de stabilisation.
<u>Effets catalytiques</u> : Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)	Oui, l'engagement de PBSO sur ce projet a permis d'obtenir des financements supplémentaires des suédois (SIDA) et des américains (USAID).
<u>Gestion de risques/innovation</u> : Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)	Pas applicable vu l'objectif du projet - appui à la coordination
<u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u> : La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)	N/A

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Besoins d'améliorer les mécanismes de coordination de la stabilisation (CTC, comité de suivi, de pilotage...) et proposant une structure plus décentralisée au niveau provincial, mais aussi plus efficiente, permettant à la fois les discussions stratégiques et opérationnelles. Vers la fin de la période couverte par ce rapport, l'UAS travaille avec le STAREC sur des propositions pour une révision des mécanismes de coordination sur demande du CdS du STAREC.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	Nécessité de privilégier les financements à travers le Trust Fund de

	stabilisation ce qui permet une meilleure coordination, visibilité et facilité de rendre compte de l'impact global des projets sur l'ensemble des investissements de la Communauté Internationale. Alors que le TdR du nouveau TF ont été validés le 8 avril 2015, la SSU et les bailleurs soutenant la stabilisation continuent un plaidoyer pour réunir les financements nécessaires au lancement du TF.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	Il est primordial d'améliorer le Suivi et Evaluation des projets permettant au STAREC et à l'UAS d'assurer le contrôle qualité du reporting et de la mise en œuvre des projets mais aussi de pouvoir rendre compte de l'impact global des investissements sur la stabilisation et la Paix à l'Est de la RDC - un nouveau cadre logique a été élaboré et sera utilisé dans le cadre des nouveaux financements de l'ISSSS, un nouveau projet de renforcement des capacités et appui à la coordination a été élaboré et soumis à financement.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	Nécessité d'améliorer les compétences de la contrepartie nationale pour le Suivi et Evaluation des projets, le monitoring des activités de stabilisation sur le terrain améliorant ainsi la qualité des réponses apportées mais également l'appropriation et la pérennisation des activités.
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	Il est important d'améliorer la communication sur la stabilisation et l'ISSSS tant au sein de la MONUSCO qu'envers les partenaires externes (GoDRC, bailleurs, partenaires de mise en œuvre) ceci permettrait une amélioration du "buy-in" de la part du Gouvernement et l'ensemble des partenaires mais également les populations locales ("behaviour change") - une stratégie de communication pour l'UAS a été développée et un poste de communication a été pourvu au sein de l'UAS en fin 2014.

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plait, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

Grace à l'appui de PBSO au STAREC et l'ISSSS, le Gouvernement de la RDC, la mission DPKO et l'ensemble de la communauté internationale ont élaboré une stratégie de stabilisation qui est reconnue comme étant le premier document définissant la stabilisation et proposant une véritable stratégie pour s'attaquer aux principaux moteurs de conflit. Cette stratégie et sa mise en œuvre sera documentée par des leçons apprises et des "meilleures pratiques" qui serviront de base pour les missions de stabilisation à travers le monde. PBSO a également été le premier bailleur à financer deux "show cases" de cette stratégie et la documentation des résultats atteints sera un point important pour la mobilisation de ressources additionnelles dans le cadre de l'ISSSS.

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Une analyse stratégique, des conseils politiques et un appui aux autorités provinciales et nationales, à la direction des Nations Unies et aux partenaires internationaux sur les questions de stabilisation est fournie.					
Produit 1.1	les priorités et les préoccupations relatives à la stabilisation sont traitées au niveau le plus élevé, et les blocages sont levés dès leur apparition un appui programmatique, notamment dans l'élaboration et l'examen des propositions de projets à financer est fourni à tous les partenaires du STAREC et de l'ISSSS	PNUD	57123	57265	Comite de suivi effectue pour la validation des strategies provincials et leur plan d'actions.
Produit 1.2	les interventions de stabilisation sont bien coordonnées et convenablement supervisées	PNUD	4167	6691	cout de coordination du STAREC et SSU
Produit 1.3					
Résultat 2: Un appui conseil est fourni en renforçant les capacités des équipes de coordination du STAREC et des principaux homologues gouvernementaux					
Produit 2.1	les principaux homologues	PNUD	51124	48145	Des ateliers et reunions adaptes

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

	gouvernementaux bénéficient d'un appui conseil ciblés de développement professionnel				ont ete entrepris
Produit 2.2	l'impact des interventions du STAREC/ISSSS, conformément aux objectifs de chaque composante, est mesuré par la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation	PNUD	151094	127526	Les mission de suivi et evaluation ont ete realisee conjointement avec le STAREC sur divers projets
Produit 2.3	Collaboration étroite avec les autorités nationales, un plan de communication est élaboré et exécuté pour rehausser la sensibilisation aux activités de stabilisation et leur compréhension	PNUD	0	0	La cellule de communication du STAREC n'a jamais ete mise en place et donc aucun appui n'a ete apporte
Résultat 3:					
Produit 3.1					
Produit 3.2					
Produit 3.3					
Résultat 4:					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 lettres maximum):

Le processus de gestion du projet a parfois souffert d'un manque de suivi des agents de mise en œuvre dans la soumission des rapports qui s'est reflété dans des retards conséquents d'accessibilité des rapports, la non visibilité du STAREC/ISSSS sur les résultats accomplis n'ont pas facilité l'appropriation par le gouvernement ou la reconnaissance du STAREC comme acteur de coordination des activités de stabilisation. En 2014 et 2015, la coordination avec le STAREC a été améliorée grâce à la décision de l'opérationnalisation conjointe et de développement de stratégies provinciales et plans d'action commun au gouvernement et à ses partenaires.